



**PRÉFET  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°69-2022-003

PUBLIÉ LE 4 JANVIER 2022

# Sommaire

## **69\_Achat coopératif des Hôpitaux Publics /**

69-2021-12-20-00016 - SKM\_C45822010313171 (1 page) Page 4

69-2021-11-17-00008 - SKM\_C45822010313172 (1 page) Page 6

## **69\_Préf\_Préfecture du Rhône / Cabinet**

69-2022-01-03-00003 - 00206B473391220104104059 (1 page) Page 8

69-2022-01-03-00002 - AP CABINET SPID 2022 01 03 01 (1 page) Page 10

## **69\_Préf\_Préfecture du Rhône / Préfet délégué pour la défense et la sécurité**

69-2021-12-31-00002 - PDDS-2021-12-31-03 AP PERIMETRE OL PSG 9 JANVIER 2022.odt (4 pages) Page 12

## **69\_UDDIRECCTE\_Unité départementale de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Rhône /**

69-2021-12-08-00009 - DDETS69\_SAP\_2021\_12\_08\_611 : abrogation de l'agrément services à la personne de l'association PRESENCE DU HUITIEME (1 page) Page 17

69-2021-12-08-00010 - DDETS69\_SAP\_2021\_12\_08\_612 : déclaration services à la personne de l'association PRESENCE DU HUITIEME (2 pages) Page 19

69-2021-12-10-00013 - DDETS69\_SAP\_2021\_12\_10\_618 : modification de l'agrément services à la personne suite au changement de statut juridique de CM SERVICES (1 page) Page 22

69-2021-12-10-00014 - DDETS69\_SAP\_2021\_12\_10\_619 : modification de la déclaration services à la personne suite à changement de statut juridique de CM SERVICES (2 pages) Page 24

69-2021-12-14-00008 - DDETS69\_SAP\_2021\_12\_14\_623 : non renouvellement de l'agrément services à la personne de l'association MAXI AIDE GRAND LYON (1 page) Page 27

69-2021-12-14-00009 - DDETS69\_SAP\_2021\_12\_14\_624 : déclaration services à la personne de l'association MAXI AIDE GRAND LYON (2 pages) Page 29

69-2021-12-15-00011 - DDETS69\_SAP\_2021\_12\_15\_625 : abrogation de la déclaration services à la personne de l'association AIDE INDIVIDUALISEE ET MAINTIEN A DOMICILE PLUS (2 pages) Page 32

69-2021-12-17-00020 - DDETS69\_SAP\_2021\_12\_17\_626 : abrogation de la déclaration services à la personne de l'EIRL DEFOSSEZ SULLIVAN (1 page) Page 35

69-2021-12-20-00014 - DDETS69\_SAP\_2021\_12\_20\_627 : extension au département de l'ain de l'agrément services à la personne de la SAS F+VILLEFRANCHE (2 pages) Page 37

69-2021-12-20-00015 - DDETS69\_SAP\_2021\_12\_20\_628 : déclaration services à la personne de la SAS F+VILLEFRANCHE (2 pages) Page 40

**84\_SNCF\_Réseau\_Société nationale des chemins de fer français\_Réseau /**

69-2021-12-01-00016 - Arrêté relatif à une demande d'alignement le long de la voie ferrée sur la ligne 887000 de Lyon-Croix-Rousse à Trévoux sur le territoire de la commune de Caluire et Cuire (10 pages)

Page 43

69-2021-11-25-00011 - Arrêté relatif à une demande d'alignement le long de la voie ferrée sur la ligne de 830000 "mère" de Lyon Guillotière à Trévoux sur le territoire de la commune de Lyon 7ème (24 pages)

Page 54




84\_SNCF\_Réseau\_Société nationale des chemins  
de fer français\_Réseau

69-2021-11-25-00011

Arrêté relatif à une demande d'alignement le  
long de la voie ferrée sur la ligne de 830000  
"mère" de Lyon Guillotière à Trévoux sur le  
territoire de la commune de Lyon 7ème

Cadre réservé à l'administration :  
Document annexé à l'arrêté en date du .....

Propriétaire	Parcelles	Nom du représentant - fonction - Date - signature - tampon
Communauté Urbaine de LYON	BK 62	
SNCF VINCENT-KRÉDER	BK 313	 17 12 11/2021 DIRECTION DÉPARTEMENTAIRE TERRITOIRE SUD-EST 134 rue de la République 69489 LYON CEDEX 03

BK 38	BK 62	BK 313	3 / 4 210903
-------	-------	--------	-----------------

Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 28/12/1978. Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 28/12/1978. Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 28/12/1978.



**PRÉFET  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**LE PRÉFET DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES  
PRÉFET DU RHONE**

**Le Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

**ARRETE**

**Relatif à une demande d'alignement le long de la voie ferrée sur la Ligne de 830000 « Mère » de  
Lyon Guillotière à Trévoux sur le territoire de la commune de LYON 7ème**

Vu la pétition par laquelle le cabinet de géomètres TERRA URBA demeurant 230 chemin du Petit Paris - 69760 Limonest et agissant pour le compte du Ministère de la Défense demande l'alignement à suivre pour délimitation de la propriété sise Sections BT n°71, 79 et 80, BV n°15 et 33 - 69007 Lyon en vue d'établir la délimitation de propriété en bordure de la ligne de 830000 "Mère" de Lyon Guillotière, entre les points kilométriques 512+618 au 514+000,

Vu le Code des transports et notamment ses articles, L. 2201-1 et L.2231-2 et suivants;

Vu la loi du 15 juillet 1845 modifiée sur la police des chemins de fer ;

Vu le décret du 19 janvier 1934 déterminant les conditions dans lesquelles, en matière d'exploitation technique et commerciale, il pourra être dérogé par les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général aux prescriptions des lois, cahier des charges et conventions ;

Vu le décret N° 2019-525 du 27 mai 2019 relatif à la sécurité et à l'interopérabilité du système ferroviaire et modifiant ou abrogeant certaines dispositions réglementaires ;

Vu la lettre circulaire n°1022 du 17 octobre 1963 relative à la délivrance des alignements en bordure de chemin de fer général ;

Vu le décret du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2012 fixant les objectifs, les méthodes, les indicateurs de sécurité et la réglementation technique de sécurité et d'interopérabilité applicables sur le réseau ferré national ;

Sur proposition de SNCF RESEAU et SNCF, direction immobilière territoriale Sud-Est.

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1er : Alignement**

L'alignement à suivre et à ne pas dépasser en bordure de la ligne de 830000 "Mère" de Lyon Guillotière, entre les points kilométriques 512+618 au 514+000, est défini sur le plan ci-annexé.

Pour délimitation et clôture, dont les coordonnées des points A, B, C, D, E, F, H, I, J et K sont repris dans le tableau suivant :

### **Pour délimitation et clôture**

Point	X	Y	Nature
A	1843743.50	5172061.84	Point sur soubassement à l'intersection avec 1-2
B	1843753.41	5171775.28	Angle du soubassement
C	1843754.77	5171766.29	Point sur mur
D	1843750.33	5171765.56	Point non matérialisé
E	1843752.77	5171749.41	Angle de soubassement
F	1843751.51	5171669.74	Point sur mur
H	1843751.29	5171855.07	Angle de soubassement
I	1843748.24	5171630.49	Coude de soubassement
J	1843746.73	5171619.56	Intersection façade / soubassement
K	1843744.13	5171599.63	Angle de mur

### **ARTICLE 2 : Prescriptions**

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer aux prescriptions du code des transports, notamment les articles L. 2231-2 et suivants et de la loi du 15 juillet 1845 modifiée sur la police de chemins de fer.

### **ARTICLE 3 - Accès**

Il n'est concédé au pétitionnaire par la présente autorisation aucun droit d'accès sur les dépendances du chemin de fer.

### **ARTICLE 4 - Applications des lois et règlements**

Le pétitionnaire sera tenu de se pourvoir devant les autorités compétentes de toutes autres autorisations exigées par les lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 5 - Tracé et récolement de l'alignement**

L'alignement sera tracé et récolement, en présence du pétitionnaire, par un agent de SNCF Réseau pourvu de l'arrêté d'autorisation. A cet effet, le pétitionnaire préviendra au moins quinze jours à l'avance, le Responsable de l'Unité Opérationnelle Voie Rhône – Infrapôle



Rhodanien - 20 rue Béranger, 69006 Lyon du moment où il désire que le tracé soit fait et l'avisera également de l'achèvement des travaux.

#### **ARTICLE 6 – Délais de recours**

Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

#### **ARTICLE 7 - Notification de l'arrêté**

La préfète, Secrétaire Générale de la Préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le Directeur SNCF Auvergne Rhône-Alpes et Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Lyon 7ème ;
- Monsieur le préfet du Rhône ;
- Monsieur le Directeur de la Direction Immobilière Territoriale Sud-Est, CAMPUS INCITY 116 cours Lafayette à Lyon.

Fait à Lyon, le 25 novembre 2021

La préfète secrétaire générale,  
préfète déléguée pour l'égalité des chances

  
Cécile DINDAR



PROCES-VERBAL<sup>DE</sup>

**DELIMITATION DE LA PROPRIETE  
DES PERSONNES PUBLIQUES**

Propriétés MINISTERE DES ARMEES / SOCIETE NATIONALE SNCF  
Sises 7, Boulevard de l'Artillerie et 36, Rue Croix Barret  
Ville de LYON 7<sup>ème</sup>  
Cadastrées BT - 79 - 80 - BV 15 et BT 71 - BV - 33



**GÉOMÈTRE-EXPERT**  
CONSEIL EN AMÉNAGEMENT



Dossier : 13510 / JP-JC

Page 1 sur 19



## PARTIE NORMALISEE

A la requête du Ministère des Armées se déclarant propriétaire des parcelles ci-après désignées, je soussigné, Jonathan PRIVAT, Géomètre-Expert inscrit au tableau du Conseil Régional de Lyon sous le numéro 5941, associé au sein de la SELAS TERRA URBA, 230 Chemin du Petit Paris - 69760 Limonest, elle-même inscrite au tableau de l'Ordre des Géomètres-Experts sous le numéro 2007C300001 ; ai été chargé de mettre en œuvre la procédure de délimitation de la propriété relevant de la domanialité publique artificielle identifiée dans l'article 2, et dresse en conséquence le présent procès-verbal.

Le présent procès-verbal est destiné à être annexé à l'arrêté de délimitation de la propriété de la personne publique correspondant.

Cet arrêté doit être rédigé par la personne publique propriétaire ou gestionnaire du bien affecté de la domanialité publique. Pour clore les opérations de délimitation de la propriété des personnes publiques, l'arrêté et le présent procès-verbal devront être notifiés par la personne publique au Géomètre-Expert auteur des présentes ainsi qu'à tout propriétaire riverain concerné. Si la procédure n'est pas menée à son terme, la personne publique devra en informer le Géomètre-Expert.

### ARTICLE 1 : DESIGNATION DES PARTIES

Personnes publiques concernées :

Cadastre Section / N°	Dénomination	SIREN	Capacité à Agir *	Adresse
BT - 71 BV - 33	SOCIETE NATIONALE S.N.C.F.	552 049 447	PP	CS 20012 9, Rue Jean Philippe Rameau 93200 SAINT-DENIS
	Titres de propriété : Transfert de propriété S.N.C.F. / ETAT dressé le 21.12.2010 par Me SEYEWETZ, Notaire à COURBEVOIE et publiée au fichier immobilier (2ème Bureau des Hypothèques de Lyon) le 11.02.2011, volume 201P n°2203			
BT - 79 - 80 BV - 15	MINISTERE DE LA DEFENSE	U23766444	PP	BP 97423 69347 LYON Cedex 07
	Titres de propriété : - Expropriation DIVERS PROPRIETAIRES / ETAT dressée le 10.02.1880 et publiée au fichier immobilier (Bureau Unique des Hypothèques de Lyon) le 01.02.1881, volume 1803 n°349 - Expropriation DIVERS PROPRIETAIRES / ETAT dressée le 21.11.1887 et publiée au fichier immobilier (Bureau Unique des Hypothèques de Lyon) le 05.01.1888, volume 1803 n°29			

### ARTICLE 2 : OBJET DE L'OPERATION

La présente opération de délimitation a pour objet de fournir à la personne publique les éléments pour lui permettre :

- D'une part, de fixer de manière certaine les limites de propriété séparatives communes et/ou les points de limites communes ;
- D'autre part, de constater la limite de fait, correspondant à l'assiette de l'ouvrage public, y compris ses annexes s'il y a lieu,

entre :

- Le parc de l'artillerie affecté de la domanialité publique artificielle sis Ville e de LYON 7ème, cadastré section BT n° 79 - 80 et BV n°15 ;
- Et la voie ferrée affectée de la domanialité publique artificielle sise Ville de LYON 7ème, cadastrée section BT n° 81 et BV n°33.

## PARTIE NON NORMALISEE - EXPERTISE

### ARTICLE 3 : MODALITES DE L'OPERATION

La présente opération est mise en œuvre afin :

- de respecter les prérogatives de la personne publique en matière de conservation d'un bien relevant de la domanialité publique artificielle,
- de respecter les droits des propriétaires riverains qu'ils soient publics ou privés,
- de prévenir les contentieux notamment par la méconnaissance de documents existants

#### 3.1. REUNION

Afin de procéder sur les lieux à une réunion le 28 octobre 2021, nous avons convoqué l'ensemble des parties par courriel avec appels téléphoniques préalables en date du 5 octobre 2021.

Au jour dit Jonathan PRIVAT était présent sur le terrain.

Nom, Prénom	Convoqué *	Présent / Absent *	Représenté et/ou mandaté par
MINISTERE DE LA DEFENSE	O	P	M. DUPUIS Sylvain
SOCIETE NATIONALE SNCF	O	P	M. KREDER Vincent M. BRESCHANI Julien M. PERRIER Nicolas

(\*) O : oui, N : non, P : présent, A : absent

### 3.2 : ELEMENTS ANALYSES POUR LA DEFINITION DES LIMITES

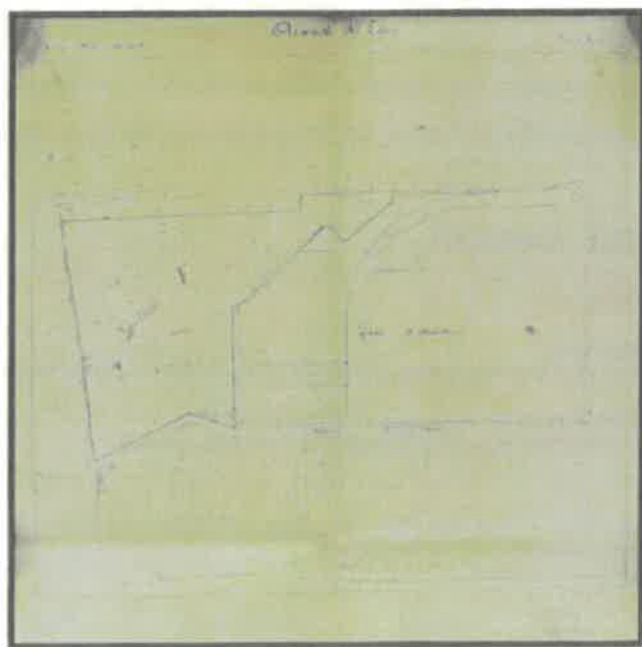
#### ▪ Documents présentés par le Géomètre-Expert :

- Le plan parcellaire des terrains acquis sur la Commune de Lyon concernant la construction de l'Arsenal de la Mouche (futur Parc d'Artillerie) dressé le 20.11.1879.



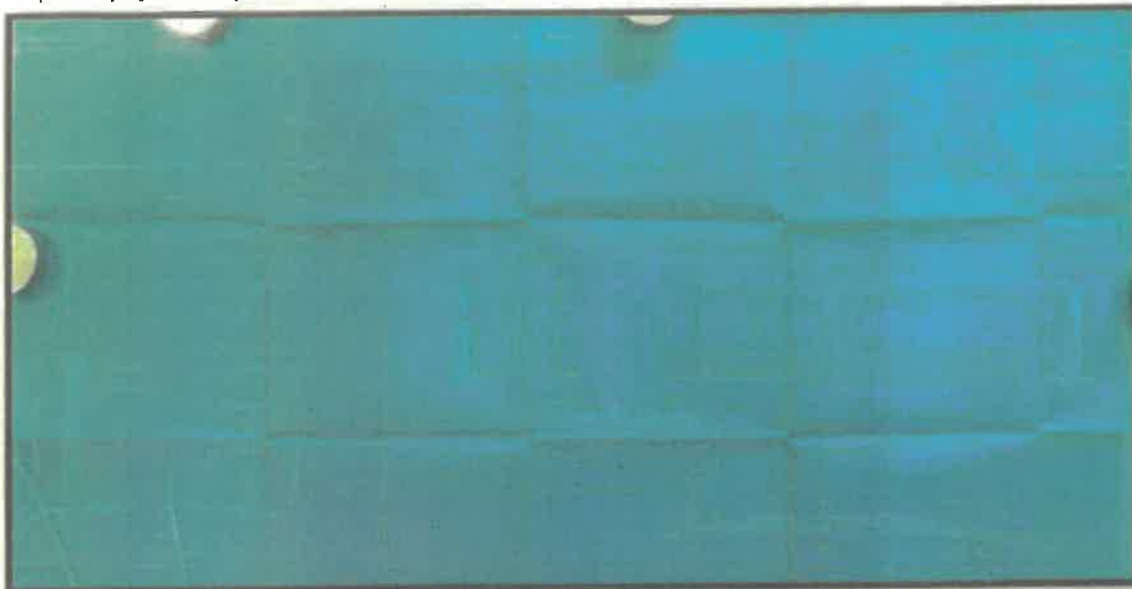
Source : Archives Départementales du Rhône - 104 W 626

- Le plan parcellaire des terrains acquis sur la Commune de Lyon concernant l'agrandissement du dépôt de matériel d'Artillerie à la Mouche dressé le 26.04.1886.



Source : Archives Départementales du Rhône - 104 W 625

- Le plan du projet de flanquement du front Est du Nouvel Arsenal de la Mouche sur la Commune de Lyon dressé le 15.07.1890.

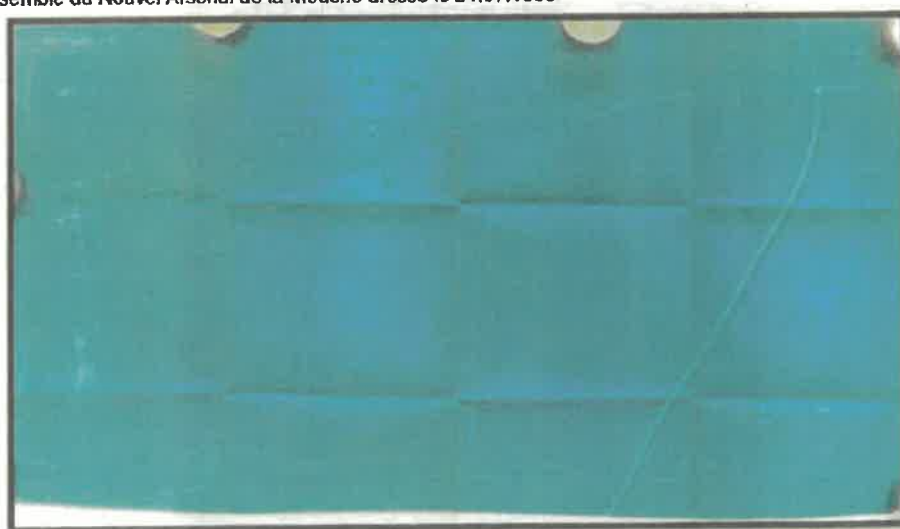


Source : Archives Départementales du Rhône - S 1615



Source : Archives Départementales du Rhône - S 1615

- Le plan d'ensemble du Nouvel Arsenal de la Mouche dressé le 24.07.1890



Source : Archives Départementales du Rhône - S 1615

Le plan parcellaire joint à la demande en autorisation d'établir un système de flanquement sur le front Est du Nouvel Arsenal de la Mouche sur la Commune de Lyon dressé le 11.09.1890.



Source : Archives Départementales du Rhône - S 1615

TERRA URBA | Géomètres & Experts  
Dossier : 13510 / JP-JC

Page 5 sur 19



- Le Document d'Arpentage n°849 Y dressé le 14.10.2010 par M. PERRAUD Géomètre-Expert à LYON et divisant la parcelle BV-24 en BV-31 à 35, ainsi que le plan de division correspondant.
- Le Document d'Arpentage n°853 T dressé le 14.10.2010 par M. PERRAUD, Géomètre-Expert à LYON et divisant la parcelle BT - 20 en BT - 66 à 74, ainsi que le plan de division correspondant.
- Le Document d'Arpentage n°1047 F dressé le 22.11.2019 par M. BERNOS, Géomètre-Expert à LYON, et divisant la parcelle BT - 19 en BT - 79 - 80, ainsi que le plan de division correspondant.
- Les plans parcellaires de la Ville de Lyon (Secteurs 313, 329, 345, 361).
- Le plan d'état des lieux partiel des parcelles BT - 79 - 80 et BV - 15 dressé le par notre cabinet les 06 et 29.04.2021
- L'extrait du parcellaire cadastral actuel.
- Le plan cadastral Napoléonien de la commune de La Guillotière (Section F dite de Gerland) pour 1824.
- Les états hypothécaires des parcelles BV - 15 - 33 et BT - 71 - 79 - 80 en date du 30.03.2021.

Les parties présentes ont pris connaissance de ces documents sur lesquels elles ont pu exprimer librement leurs observations

▪ **Documents présentés par les personnes publiques :**

Les représentants de la SNCF ont présenté l'extrait d'un plan parcellaire joint à l'acte d'échange de terrains entre la Compagnie des Chemins de Fer et l'Etat daté du 30.08.1888 ainsi qu'une convention associée.

▪ **Titres de propriété étudiés :**

- Parcelles BT - 79 - 80 et BV - 15 :

- Expropriation DIVERS PROPRIETAIRES / ETAT dressée le 10.02.1880 et publiée au fichier immobilier (Bureau Unique des Hypothèques de Lyon) le 01.02.1881, volume 1803 n°349  
« Vu le décret en date du 10 février 1880 rendu sur la proposition de M. le Ministre de la Guerre déclarant d'utilité publique pour le service militaire, l'acquisition de diverses parcelles de terrain situées sur le territoire de la Commune de Lyon Section F du plan cadastral [...] Prononce l'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains. »
- Expropriation DIVERS PROPRIETAIRES / ETAT dressée le 21.11.1887 et publiée au fichier immobilier (Bureau Unique des Hypothèques de Lyon) le 05.01.1888, volume 1803 n°29  
« Vu le décret en date du 21 novembre 1887 qui déclare d'utilité publique pour le service militaire, l'acquisition de parcelles de terrain nécessaires à l'agrandissement du Parc d'Artillerie de la Mouche à Lyon. Prononce l'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains. »

- Parcelles BT - 71 et BV - 33 :

- Transfert de propriété S.N.C.F. / ETAT dressé le 21.12.2010 par Me SEYEWETZ, Notaire à COURBEVOIE et publiée au fichier immobilier (2<sup>ème</sup> Bureau des Hypothèques de Lyon) le 11.02.2011, volume 201P n°2203  
« Des parcelles situées à Lyon 7<sup>ème</sup> cadastrées [...] Section BT n°71 [...] pour 6 127 m<sup>2</sup>. Section BV n°33 [...] pour 8 006 m<sup>2</sup>. »

Les parties présentes ont pris connaissance de ces documents sur lesquels elles ont pu exprimer librement leurs observations.

▪ **Signes de possession (voir plan ci-après) :**

Entre les sommets A à F puis H à K, il existe un mur ancien en pierre interrompu par un accès entre C et D

▪ **Dires des parties :**

Les parties présentes ont donné, le jour de la réunion, leur accord sur la position de la limite rétablie.

#### ARTICLE 4 : DEFINITION DES LIMITES DE PROPRIETES FONCIERES

▪ **Analyse expertale :**

Considérant les éléments rappelés ci-dessus, notamment le plan parcellaire joint à la demande en autorisation d'établir un système de flanquement sur le front Est du Nouvel Arsenal de la Mouche sur la Commune de Lyon dressé le 11.09.1890, la limite entre les sommets A à G est rétablie conformément à ce dernier.

▪ **Définition et matérialisation des limites :**

Les sommets et limites visés dans ce paragraphe ne deviendront exécutoires qu'après notification de l'arrêté par la personne publique aux propriétaires riverains concernés et définitifs qu'à compter de l'expiration des délais de recours. A l'issue de la réunion et de la présente analyse, après avoir entendu l'avis des parties présentes,

Les repères anciens suivants ont été reconnus :

- A : Point sur le soubassement du mur à l'intersection avec la direction 1-2 de la façade Sud de l'entrepôt
- B : Angle du soubassement
- C : Point sur mur
- D : Point non matérialisé
- E : Angle du soubassement
- F : Point sur mur
- G : Point sur mur

Les limites de propriété objet du présent procès-verbal de délimitation sont fixées suivant les lignes : A.B.C.D.E.F.G

#### **Nature des limites et appartenance :**

- Entre les sommets A à F et H, la limite est fixée le long du parement Est du soubassement du mur existant. Ce mur et son soubassement sont privatifs et appartiennent aux parcelles BT - 79 - 80 et BV - 15
- Entre les sommets H et G, la limite n'est matérialisée par aucun élément physique (mur, clôture...)

Le plan ci-après permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets définis par le présent procès-verbal.

#### **ARTICLE 5 : DEFINITION DE LA LIMITE DE FAIT**

A l'issue du constat de l'assiette de l'ouvrage public existant et après avoir entendu l'avis des parties présentes, la limite de fait correspond à la limite de propriété (voir article 4) entre les sommets A à F et H.

En revanche, entre les sommets H et G, la limite de fait ne correspond pas à la limite de propriété.

Les sommets et limites visés dans ce paragraphe ne deviendront exécutoires qu'après notification de l'arrêté par la personne publique aux propriétaires riverains concernés, et définitifs qu'à compter de l'expiration des délais de recours.

A l'issue de la réunion et de la présente analyse, après avoir entendu l'avis des parties présentes,

#### **Les repères anciens suivants ont été reconnus :**

- H : Angle du soubassement
- I : Coude du soubassement
- J : Intersection de la façade de l'entrepôt avec le soubassement du mur
- K : Angle de mur

La limite de fait objet du présent procès-verbal de délimitation est identifiée suivant les lignes : A.B.C.D.E.F.H.I.J.K

#### **Nature de la limite de fait et appartenance :**

Entre les sommets A à F et H à K, la limite est fixée le long du parement Est du soubassement du mur existant. Ce mur et son soubassement sont privatifs et appartiennent aux parcelles BT - 79 - 80 et BV - 15.

Le plan ci-après permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets définis par le présent procès-verbal.

#### **ARTICLE 6 : REGULARISATION FONCIERE**

La présente délimitation a permis de mettre en évidence la concordance entre la limite foncière de propriété et la limite de fait de l'ouvrage public entre les points A à F et H. Aucune régularisation foncière n'est à prévoir sur cette portion.

En revanche, entre les sommets H et G, la présente délimitation a permis de mettre en évidence la discordance entre la limite foncière et la limite de fait de l'ouvrage public :

- Si les parties s'accordent sur une régularisation foncière, le transfert de propriété devra être effectué par acte translatif authentique, notarié ou administratif ;
- Si les parties s'accordent sur une occupation temporaire, la personne publique sera amenée à rédiger une autorisation d'occupation temporaire.

#### **Empiètement des ouvrages publics existants de la Société Nationale SNCF sur la propriété publique du Ministère des Armées**

Un empiètement des ouvrages publics existants de la Société Nationale SNCF sur la propriété publique du Ministère des Armées, d'une superficie de 175 m², est identifié sur le plan ci-après par une teinte jaune.

Les représentants des personnes publiques ont envisagé, lors de la réunion sur le terrain, de procéder à la régularisation de l'empiètement.

# PLAN DE DÉLIMITATION DE LA PROPRIÉTÉ DES PERSONNES PUBLIQUES

N

## POINTS DE LIMITES FONCIERE (Art. 4 du P.V.)

Point	X	Y	Nature
A	1843743.50	5172081.84	Point sur soubassement à l'intersection avec 1-2
B	1843753.41	5171775.28	Angle du soubassement
C	1843754.77	5171786.29	Point sur mur
D	1843750.33	5171765.56	Point non matérialisé
E	1843752.77	5171749.41	Angle de soubassement
F	1843751.51	5171689.74	Point sur mur
G	1843750.44	5171599.00	Point sur mur

## POINTS DE LIMITES DE FAIT (Art. 5 du P.V.)

Point	X	Y	Nature
H	1843751.28	5171655.07	Angle de soubassement
I	1843748.24	5171630.49	Coude de soubassement
J	1843748.73	5171619.58	Intersection façade / soubassement
K	1843744.13	5171599.63	Angle de mur

## SIGNATURE DU GEOMETRE-EXPERT



Seul le plan signé par le Géomètre-Expert engage sa responsabilité et fait foi.



le 24/11/2021

**DIRECTION IMMOBILIERE  
TERRITORIALE SUD-EST**  
116 Ch...  
CS 15...  
69... CEDEX 03

175 m<sup>2</sup>

Régularisation foncière proposée

--- Application fiscale issue du plan cadastral, sans valeur juridique

--- Limite rétablie d'après le plan parcellaire joint à la demande en autorisation d'établir un système de flouage sur le front Est du nouvel Arsenal de la Mouche dressé le 11.09.1890

Le présent plan a pour seul objet de fixer la limite séparant les propriétés des deux personnes publiques, figurée en orange sur ce plan. Il appartient aux parties de se rapprocher du Géomètre-Expert pour s'assurer de la bonne annexion du présent plan à l'arrêté de délimitation pris par le préfet.

Le fond de plan est issu de notre relevé topographique en date du 06 et 28.04.2021 laissant apparaître les seules informations nécessaires à la définition des limites.

Ce document ne peut être reproduit qu'en couleur pour conserver sa lisibilité.

Echelle : 1/250

0 5 m 10 m

Dossier : 13510 / JP-JC

Coordonnées : RGF93 - CC46

Date de réunion avec les Personnes Publiques : 28.10.2021

Date de la réalisation du présent plan : 28.10.2021



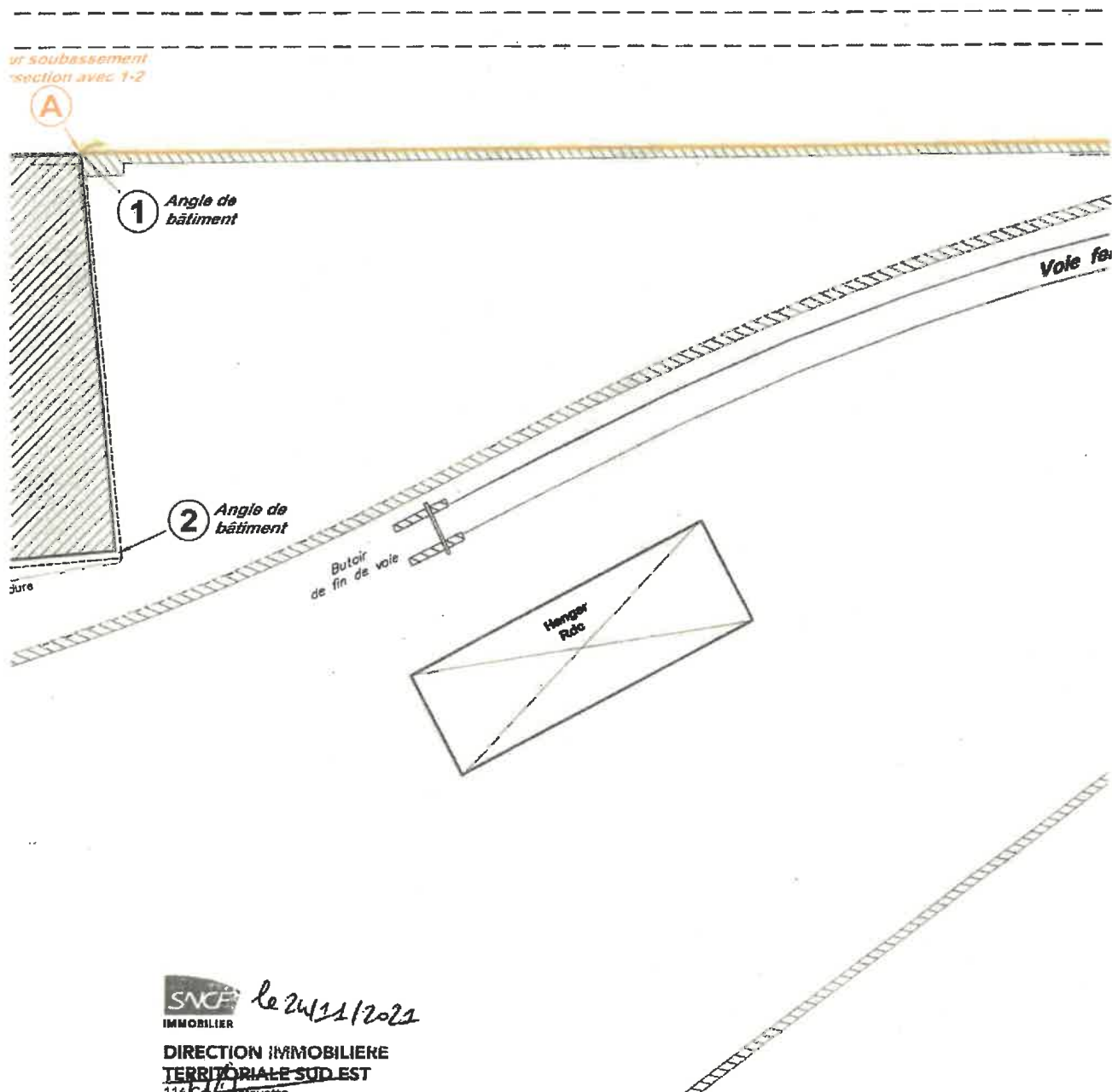
**TERRA URBA**


**GÉOMÈTRES & EXPERTS**

DEPUIS 1924

TERRA URBA | Géomètres & Experts  
Dossier 13510 / JP-JC

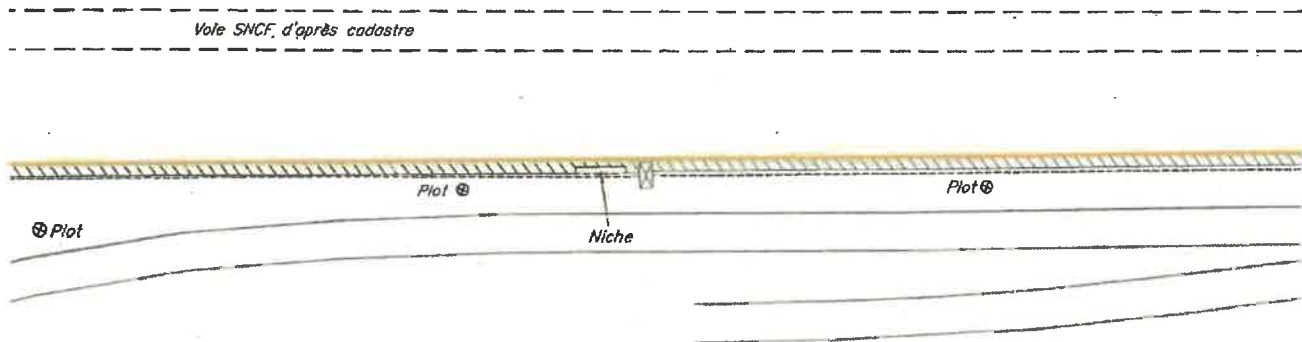
Page 8 sur 19




 le 24/11/2021  
**DIRECTION IMMOBILIERE**  
**TERRITORIALE SUD-EST**  
 116 Cours Lafayette  
 69489 LYON CEDEX 03

TERRA URBA | Géomètres & Experts  
 13510 / JP-JC

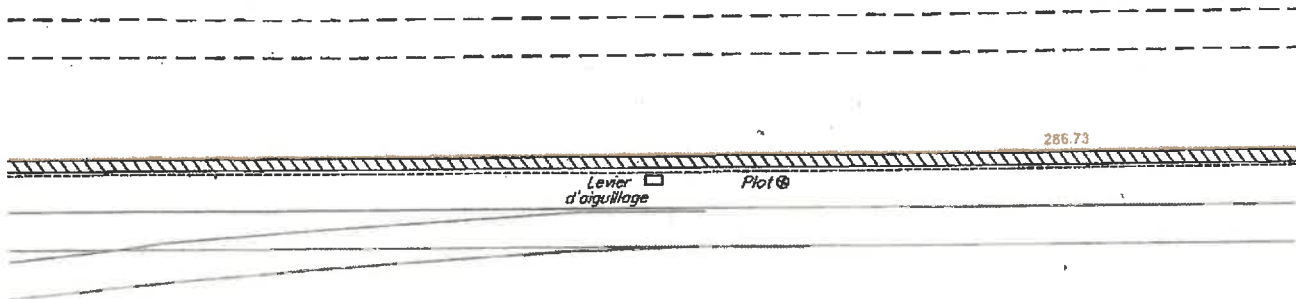
Page 9 sur 19




 le 24/11/2022  
 IMMOBILIER  
**DIRECTION IMMOBILIÈRE**  
**TERRITORIALE SUD EST**  
 116 C...  
 69489 LYON CEDEX 03

TERRA URBA | Géomètres & Experts  
 13510 / JP-JC

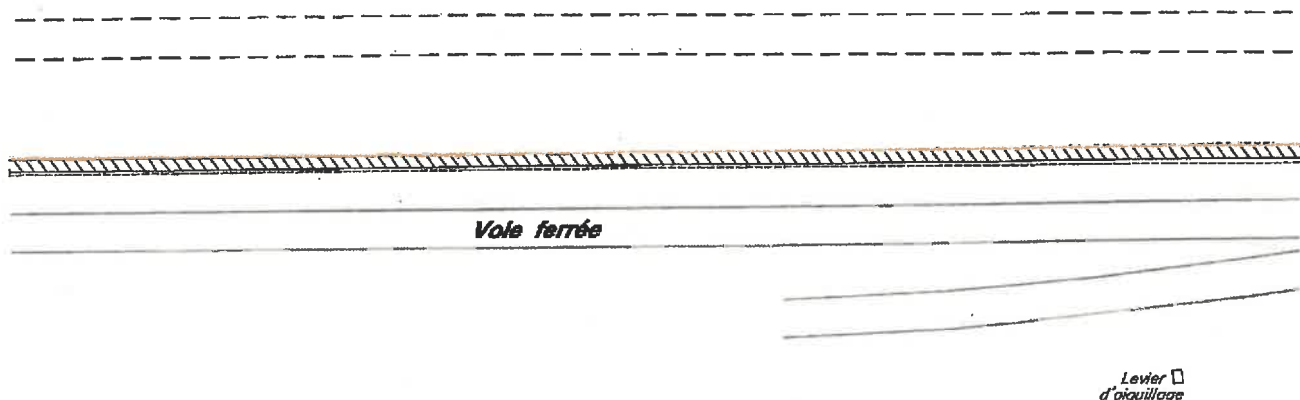
Page 10 sur 19



 *le 24/11/2021*  
 IMMOBILIER  
**DIRECTION IMMOBILIÈRE**  
**TERRITORIALE SUD-EST**  
 116 C...  
 13511  
 69489 LYON CEDEX 03

TERRA URBA | Géomètres & Experts  
 13510 / JP-JC

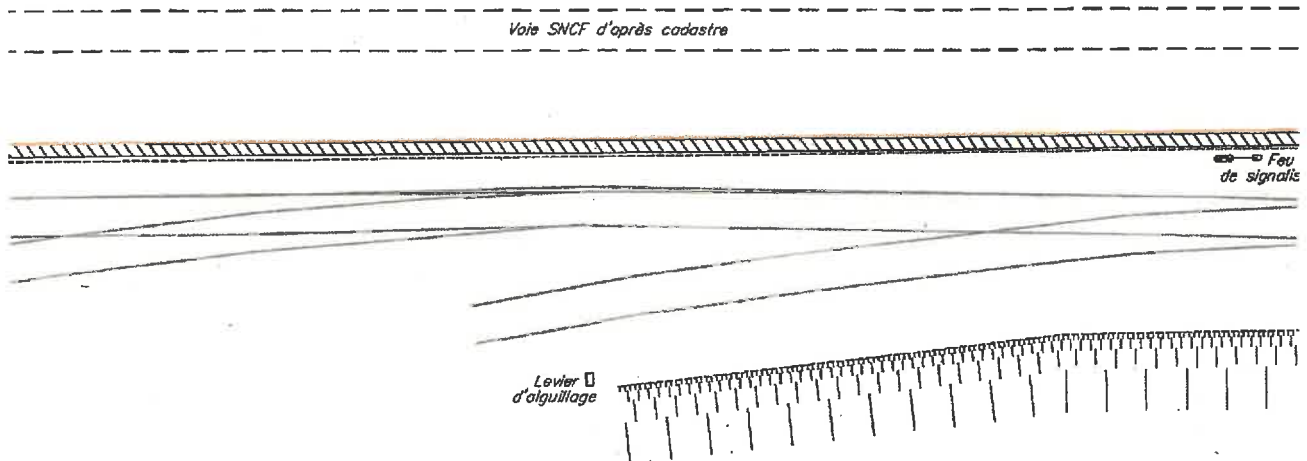
Page 11 sur 19



**SNCF** le 24/11/2021  
IMMOBILIER  
**DIRECTION IMMOBILIÈRE**  
**TERRITORIALE SUD-EST**  
116  
S 13511  
69469 LYON CEDEX 03



BT-66-67-68-69-70-71-72  
BV-31-32-33-34-35  
Société Nationale SNCF



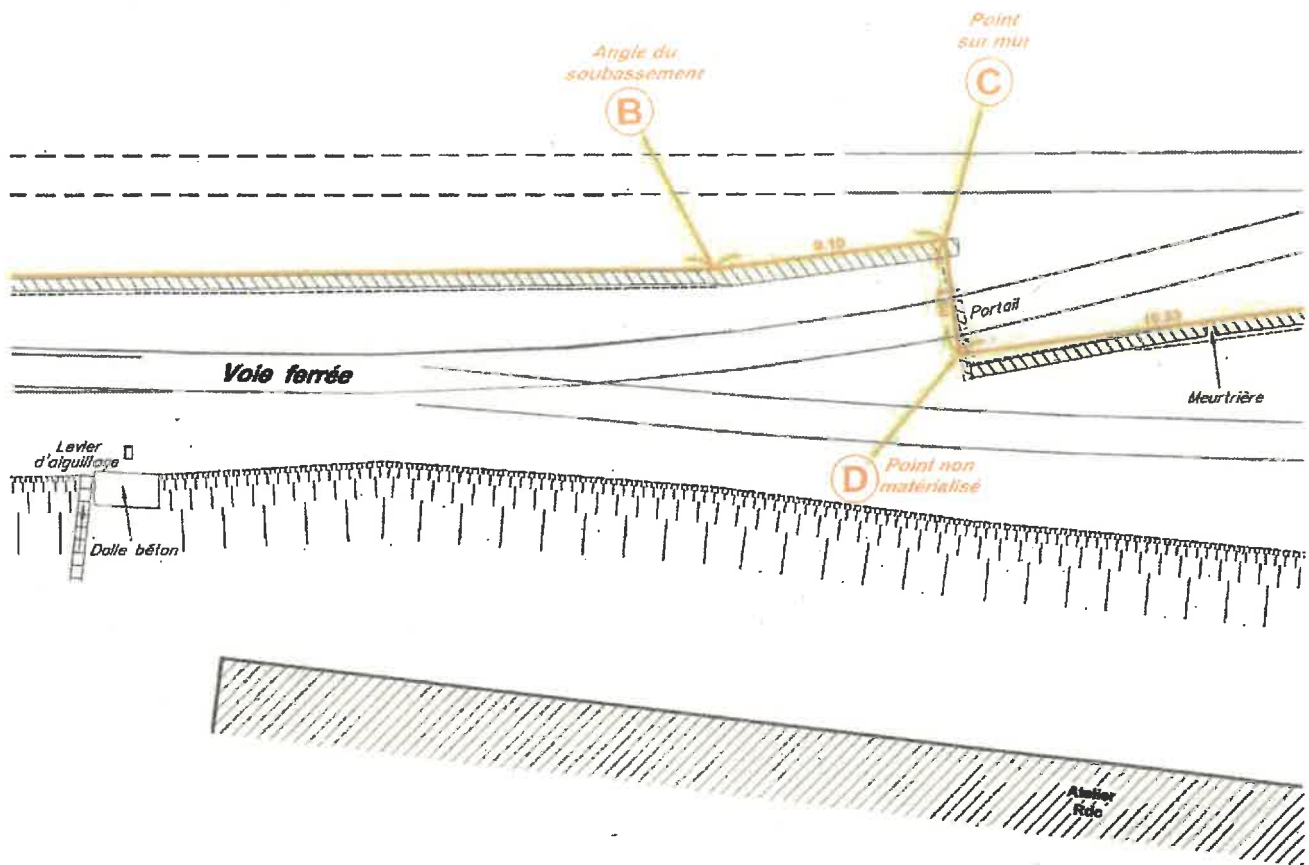
5-18-79-80 et BV-15  
Etat  
stère de la Défense

SNCF IMMOBILIER le 26/11/2022  
DIRECTION IMMOBILIÈRE  
TERRITORIALE SUD-EST  
116 Grande rue de la gare  
CS 13511  
69489 LYON CEDEX 03

TERRA URBA | Géomètres & Experts  
13510 / JP-JC

Page 13 sur 19





SNCF  
IMMOBILIER

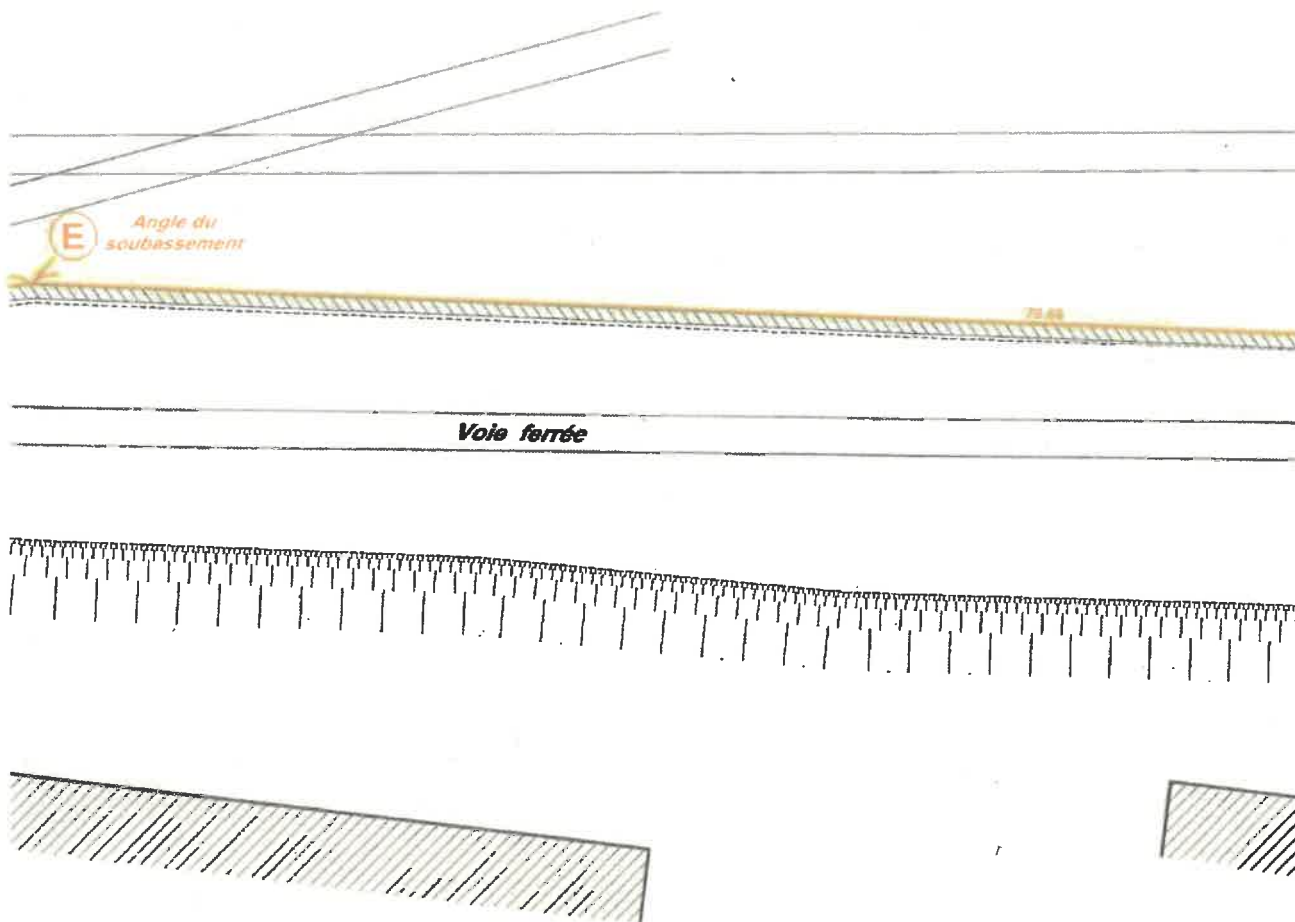
24/11/2017

DIRECTION IMMOBILIÈRE  
TERRITORIALE SUD EST

110 Cours Lafayette  
CS-13511  
69489 LYON CEDEX 03

TERRA URBA | Géomètres & Experts  
13510 / JP-JC

Page 14 sur 19



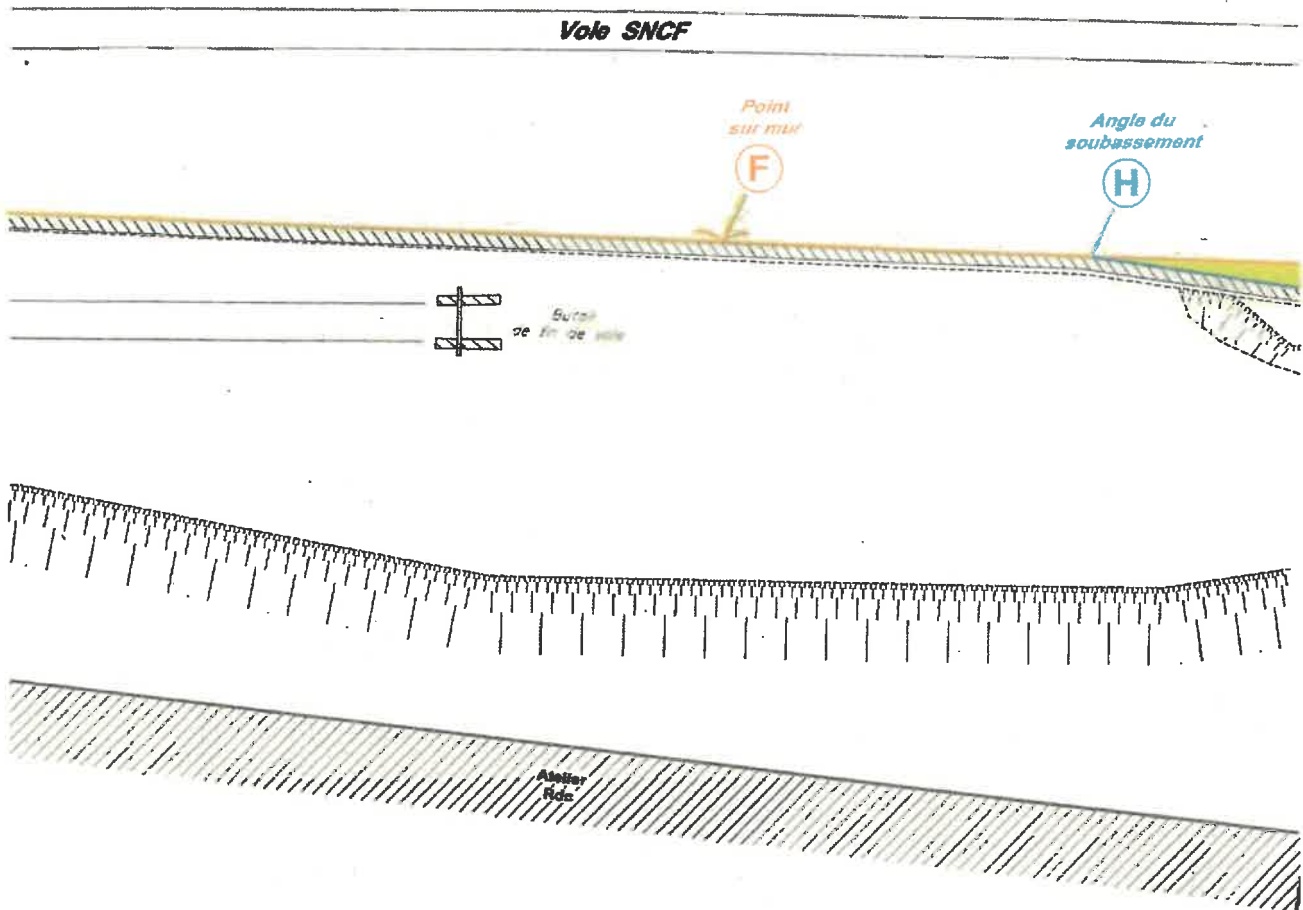
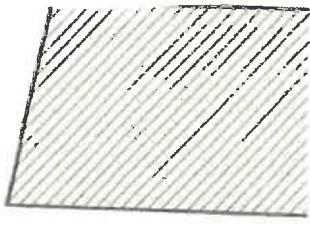
le 24/11/2021

**DIRECTION IMMOBILIÈRE  
TERRITORIALE SUD-EST**

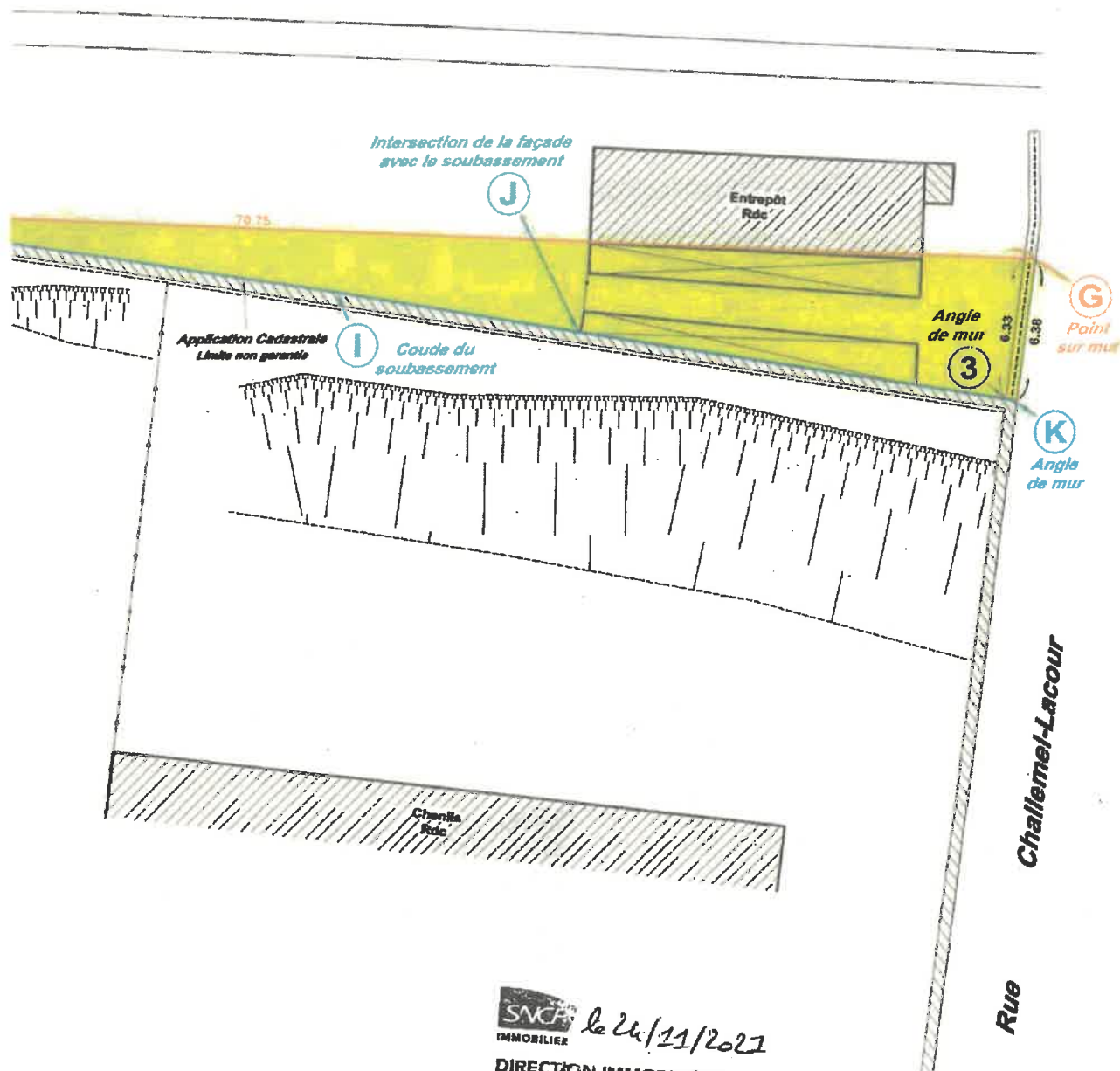
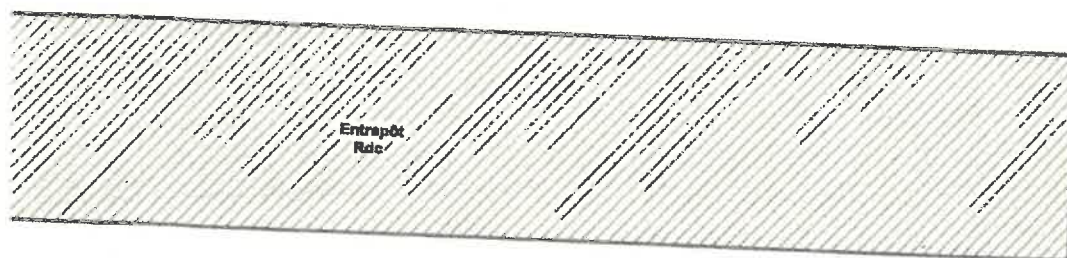
116 Cour de la Gare  
CS 135  
69489 LYON CEDEX 03


TERRA URBA | Géomètres & Experts  
13510 / JP-JC

Page 15 sur 19



**SNCF** 24/11/2021  
IMMOBILIER  
**DIRECTION IMMOBILIÈRE**  
**TERRITOIRE SUD EST**  
11  
S 13511  
69489 LYON CEDEX 03



 le 26/11/2021  
 IMMOBILIER  
 DIRECTION IMMOBILIÈRE  
 TERRITORIALE SUD EST  
 110 RUEE LANGEVIN  
 65-13511  
 69489 LYON CEDEX 03

TERRA URBA | Géomètres & Experts  
 13510 / JP-JC

Page 17 sur 19

## ARTICLE 7 : OBSERVATIONS COMPLEMENTAIRES

Aucune observation complémentaire.

## ARTICLE 8 : RETABLISSEMENT DES BORNES OU REPERES

Le Géomètre-Expert remettra en place les bornes ou repères disparus définissant la limite de propriété dont le rétablissement est sans équivoque et sans aucune interprétation des documents ou mesures existants.

Ces bornes ou repères préalablement définis dans le présent procès-verbal seront rétablis sous réserve d'avoir été confirmés :

- soit par l'arrêté auquel il est destiné en cas de concordance entre la limite foncière de propriété et la limite de fait de l'ouvrage public
- soit par l'acte translatif authentique, notarié ou administratif en cas de discordance entre la limite foncière de propriété et la limite de fait de l'ouvrage public.

Le Géomètre-Expert, missionné à cet effet, procédera au rétablissement desdites bornes ou repères après en avoir informé les propriétaires concernés, et en dressera certificat. Ce certificat devra relater le déroulement des opérations et les modalités techniques adoptées en référence au présent document. Ce certificat sera notifié à la personne publique et aux propriétaires riverains.

## ARTICLE 9 : PUBLICATION

- Enregistrement dans le portail Géofoncier [www.geofoncier.fr](http://www.geofoncier.fr) :

Les parties ont pris connaissance de l'enregistrement du présent procès-verbal dans la base de données Géofoncier, tenue par le Conseil Supérieur de l'Ordre des Géomètres-Experts, suivant les dispositions de l'article 56 du décret n°96-478 du 31 mai 1996 modifié portant règlement de la profession de Géomètre-Expert et code des devoirs professionnels. Cet enregistrement comprend :

- la géolocalisation du dossier
- les références du dossier
- la dématérialisation du présent procès-verbal, y compris sa partie graphique (plan, croquis...)
- la production du RFU (référentiel foncier unifié).

Conformément à l'article 52 dudit décret, ces documents seront communiqués à tout Géomètre-Expert qui en ferait la demande.

- Production du RFU :

Au terme de la procédure, il sera procédé à la production du RFU (Référentiel Foncier Unifié) en coordonnées géoréférencées dans le système légal en vigueur (RGF93, zone CC46), afin de permettre la visualisation dans le portail [www.geofoncier.fr](http://www.geofoncier.fr) des limites définies.

## ARTICLE 10 : PROTECTION DES DONNEES

Les informations collectées dans le cadre de la procédure de délimitation de la propriété des personnes publiques soit directement auprès des parties, soit auprès du service professionnel des données cadastrales, soit après analyse d'actes présentés ou recherchés, font l'objet d'un traitement automatisé ayant pour finalité l'établissement du présent procès-verbal.

Ces informations sont à destination exclusive des bénéficiaires de droits sur les parcelles désignées à l'article 2, du Géomètre-Expert rédacteur, du Conseil supérieur de l'Ordre des Géomètres-Experts qui tient la base de données foncières dans laquelle doivent être enregistrés les procès-verbaux, et de toute autorité administrative en charge des activités cadastrales et de la publicité foncière qui pourra alimenter ses propres traitements à des fins foncières, comptables et fiscales dans les cas où elle y est autorisée par les textes en vigueur.

Les informations relatives à l'acte sont conservées au cabinet du Géomètre-Expert sans limitation de durée.

Elles peuvent être transmises à un autre Géomètre-Expert qui en ferait la demande dans le cadre d'une mission foncière en application de l'article 52 du décret n° 96-478 du 31 mai 1996.

Compte tenu de l'évolution des technologies, des coûts de mise en œuvre, de la nature des données à protéger ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes, le Géomètre-Expert met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la confidentialité des données à caractère personnel collectées et traitées et un niveau de sécurité adapté au risque.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, les parties disposent d'un droit d'accès et de rectification sur leurs données qui peut être exercé auprès du Géomètre-Expert.

Pour exercer vos droits, merci d'adresser votre courrier à TERRA URBA GEOMETRES EXPERTS - 230, Chemin du Petit Paris 69760 LIMONEST ou par courriel à [contact@terra-urba.fr](mailto:contact@terra-urba.fr). Merci de joindre la copie d'une pièce d'identité. Attention, si votre demande concerne les informations saisies dans le portail GEOFONCIER, toute demande devra être adressée directement au Conseil supérieur de l'Ordre des Géomètres-Experts.

Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, les parties peuvent introduire une réclamation auprès de la CNIL.

## ARTICLE 11 : CLAUSES GENERALES

En cas de vente ou de cession de l'une quelconque des propriétés objet des présentes, son propriétaire devra demander au notaire de mentionner dans l'acte l'existence du présent procès-verbal et de l'arrêté auquel il est destiné. Les frais et honoraires relatifs aux opérations d'établissement du présent procès-verbal seront supportés par le Ministère des Armées par dérogation approuvée par les parties du 2ème alinéa de l'article 646 du code civil.



Le présent procès-verbal est établi sur un feuillet traceur (19 pages au format A4).

Acte foncier dressé le 28 octobre 2021, à LYON 7<sup>ème</sup>

- Le Géomètre-Expert soussigné, auteur des présentes :

Jonathan PRIVAT



Cadre réservé à la personne publique :

Document annexé à l'arrêté n° ..... en date du .....

(Tampon de la personne publique / Nom, Prénom et signature de son représentant)